

Extrait de « De la violence dans le contexte international », chapitre 2 de *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon, 1961

La vérité c'est que nous ne devons pas accepter ces conditions. Nous devons carrément refuser la situation à laquelle veulent nous condamner les pays occidentaux. Le colonialisme et l'impérialisme ne sont pas quittes avec nous quand ils ont retiré de nos territoires leurs drapeaux et leurs forces de police. Pendant des siècles les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre. Les déportations, les massacres, le travail forcé, l'esclavagisme ont été les principaux moyens utilisés par le capitalisme pour augmenter ses réserves d'or et de diamants, ses richesses et pour établir sa puissance. Il y a peu de temps, le nazisme a transformé la totalité de l'Europe en véritable colonie. Les gouvernements des différentes nations européennes ont exigé des réparations et demandé la restitution en argent et en nature des richesses qui leur avaient été volées : œuvres culturelles, tableaux, sculptures, vitraux ont été rendus à leurs propriétaires. Dans la bouche des Européens au lendemain de 1945 une seule phrase : « L'Allemagne paiera. » De son côté M. Adenauer, au moment où s'ouvrait le procès Eichmann, a, au nom du peuple allemand, encore une fois demandé pardon au peuple juif. M. Adenauer a renouvelé l'engagement de son pays à continuer de payer à l'État d'Israël les sommes énormes qui doivent servir de compensation aux crimes de nazis¹.

Pareillement nous disons que les États impérialistes commettraient une grave erreur et une injustice inqualifiable s'ils se contentaient de retirer de notre sol les cohortes militaires, les services administratifs et d'intendance dont c'était la fonction de découvrir des richesses, de les extraire et de les expédier vers les métropoles. La réparation morale de l'indépendance nationale ne nous aveugle pas, ne nous nourrit pas. La richesse des pays impérialistes est aussi notre richesse. Sur le plan de l'universel, cette affirmation, on s'en doute, ne veut absolument pas signifier que nous nous sentons concernés par les créations de la technique ou des arts occidentaux. Très concrètement l'Europe s'est enflée de façon démesurée de l'or et des matières premières des pays coloniaux : Amérique latine, Chine, Afrique. De tous ces continents, en face desquels l'Europe aujourd'hui dresse sa tour opulente, partent depuis des siècles en direction de cette même Europe les diamants et le pétrole, la soie et le coton, les bois et les produits exotiques. L'Europe est littéralement la création du tiers monde. Les richesses qui l'étouffent sont celles qui ont été volées aux peuples sous-développés. Les ports de la Hollande, Liverpool, les docks de Bordeaux et de Liverpool spécialisés dans la traite des nègres doivent leur renommée aux millions d'esclaves déportés. Et quand nous entendons un chef d'État européen déclarer la main sur le cœur qu'il lui faut venir en aide aux malheureux peuples sous-développés, nous ne tremblons pas de reconnaissance. Bien au contraire nous nous disons « c'est une juste réparation

¹ Et il est vrai que l'Allemagne n'a pas intégralement réparé les crimes de guerre. Les indemnités imposées à la nation vaincue n'ont pas été réclamées en totalité car les nations lésées ont inclus l'Allemagne dans leur système défensif, anticommuniste. C'est cette préoccupation permanente qui anime les pays colonialistes quand ils essaient d'obtenir de leurs anciennes colonies, à défaut de l'inclusion dans le système occidental, des bases militaires et des enclaves. Ils ont décidé d'un commun accord d'oublier leurs revendications au nom de la stratégie de l'OTAN, au nom du monde libre. Et l'on a vu l'Allemagne recevoir par vagues successives des dollars et des machines. Une Allemagne redressée, forte et puissante était une nécessité pour le camp occidental. L'intérêt bien compris de l'Europe dite libre voulait une Allemagne prospère, reconstruite et capable de servir de premier rempart aux éventuelles hordes rouges. L'Allemagne a merveilleusement utilisé la crise européenne. Aussi les États-Unis et les autres États européens éprouvent-ils une légitime amertume devant cette Allemagne, hier à genou, qui leur livre aujourd'hui sur le marché économique une concurrence implacable.

qui va nous être faite ». Aussi n'accepterons-nous pas que l'aide aux pays sous-développés soit un programme de « sœurs de charité ». Cette aide doit être la consécration d'une double prise de conscience, prise de conscience par les colonisés que cela *leur est dû* et par les puissances capitalistes qu'effectivement *elles doivent payer*². Que si, par inintelligence - ne parlons pas d'ingratitude -, les pays capitalistes refusaient de payer, alors la dialectique implacable de leur propre système se chargerait de les asphyxier. Les jeunes nations, c'est un fait, attirent peu les capitaux privés. De multiples raisons légitiment et expliquent cette réserve des monopoles. Dès que les capitalistes savent, et ils sont évidemment les premiers à le savoir, que leur gouvernement s'apprête à décoloniser, ils se dépêchent de retirer de la colonie la totalité de leurs capitaux. La fuite spectaculaire des capitaux est l'un des phénomènes les plus constants de la décolonisation.

Les compagnies privées, pour investir dans les pays indépendants, exigent des conditions qui se révèlent à l'expérience inacceptables ou irréalisables. Fidèles au principe de rentabilité immédiate qui est le leur dès qu'ils vont « outre-mer », les capitalistes se montrent réticents à l'égard de tout investissement à long terme. Ils sont rebelles et souvent ouvertement hostiles aux prétendus programmes de planification des jeunes équipes au pouvoir. À la rigueur ils accepteraient volontiers de prêter de l'argent aux jeunes États mais à la condition que cet argent serve à acheter des produits manufacturés, des machines, donc à faire tourner les usines de la métropole.

En fait, la méfiance des groupes financiers occidentaux s'explique par leur souci de ne prendre aucun risque. Aussi exigent-ils une stabilité politique et un climat social serein qu'il est impossible d'obtenir si l'on tient compte de la situation lamentable de la population globale au lendemain de l'indépendance. Alors, à la recherche de cette garantie que ne peut assurer l'ancienne colonie, ils exigent le maintien de certaines garnisons ou l'entrée du jeune État dans des pactes économiques ou militaires. Les compagnies privées font pression sur leur propre gouvernement pour qu'au moins les bases militaires soient installées dans ces pays avec pour mission d'assurer la protection de leurs intérêts. En dernier ressort ces compagnies demandent à leur gouvernement de garantir les investissements qu'elles décident de faire dans telle ou telle région sous-développée.

Il se trouve que peu de pays réalisent les conditions exigées par les trusts et les monopoles. Aussi les capitaux, privés de débouchés sûrs, restent-ils bloqués en Europe et s'immobilisent. Ils s'immobilisent d'autant plus que les capitalistes se refusent à investir sur leur propre territoire. La rentabilité dans ce cas est en effet dérisoire et le contrôle fiscal désespère les plus audacieux.

La situation est à long terme catastrophique. Les capitaux ne circulent plus ou voient leur circulation considérablement diminuée. Les banques suisses refusent les capitaux, l'Europe étouffe. Malgré les sommes énormes englouties dans les dépenses militaires le capitalisme international est aux abois.

Mais un autre danger le menace. Dans la mesure en effet où le tiers monde est abandonné et condamné à la régression, en tout cas à la stagnation, par l'égoïsme et l'immoralité des nations occidentales, les peuples sous-développés décideront d'évoluer en autarcie collective. Les

² « Distinguer radicalement l'édification du socialisme en Europe des "rapports avec le tiers monde" (comme si nous n'avions avec celui-ci que des relations d'extériorité), c'est, consciemment ou non, donner le pas à l'aménagement de l'héritage colonial sur la libération des pays sous-développés, c'est vouloir construire un socialisme de luxe sur les fruits de la rapine impériale - comme, à l'intérieur d'un gang, on se répartirait plus ou moins équitablement le butin, quitte à en distribuer un peu aux pauvres sous forme de bonnes œuvres, en oubliant que c'est à eux qu'on l'a volé ». Marcel Péju, « Mourir pour de Gaulle? », Les Temps modernes, n° 175-176, octobre-novembre 1960.

industries occidentales seront rapidement privées de leurs débouchés outre-mer. Les machines s'amoncelleront dans les entrepôts et, sur le marché européen, se déroulera une lutte inexorable entre les groupes financiers et les trusts. Fermeture d'usines, débauchage et chômage amèneront le prolétariat européen à déclencher une lutte ouverte contre le régime capitaliste. Les monopoles s'apercevront alors que leur intérêt bien compris est d'aider et d'aider massivement et sans trop de conditions les pays sous-développés. On voit donc que les jeunes nations du tiers monde ont tort de faire risette aux pays capitalistes. Nous sommes puissants de notre bon droit et de la justesse de nos positions. Nous devons au contraire dire et expliquer aux pays capitalistes que le problème fondamental de l'époque contemporaine n'est pas la guerre entre le régime socialiste et eux. Il faut mettre fin à cette guerre froide qui ne mène nulle part, arrêter la préparation de la nucléarisation du monde, investir généreusement et aider techniquement les régions sous-développées. Le sort du monde dépend de la réponse qui sera donnée à cette question.

Et que les régimes capitalistes n'essaient pas d'intéresser les régimes socialistes au « sort de l'Europe » face aux multitudes colorées et affamées. L'exploit du commandant Gagarine, n'en déplaît au général de Gaulle, n'est pas une réussite qui fait « honneur à l'Europe ». Depuis quelque temps les chefs d'État des régimes capitalistes, les hommes de culture ont à l'égard de l'Union soviétique une attitude ambivalente. Après avoir coalisé toutes leurs forces pour anéantir le régime socialiste, ils comprennent maintenant qu'il faut compter avec lui. Alors ils se font aimables, multiplient les manœuvres de séduction et rappellent constamment au peuple soviétique qu'il « appartient à l'Europe ».

En agitant le tiers monde comme une marée qui menacerait d'engloutir toute l'Europe, on n'arrivera pas à diviser les forces progressistes qui entendent conduire l'humanité vers le bonheur. Le tiers monde n'entend pas organiser une immense croisade de la faim contre toute l'Europe. Ce qu'il attend de ceux qui l'ont maintenu en esclavage pendant des siècles, c'est qu'ils l'aident à réhabiliter l'homme, à faire triompher l'homme partout, une fois pour toutes.

Mais il est clair que nous ne poussons pas la naïveté jusqu'à croire que cela se fera avec la coopération et la bonne volonté des gouvernements européens. Ce travail colossal qui consiste à réintroduire l'homme dans le monde, l'homme total, se fera avec l'aide décisive des masses européennes qui, il faut qu'elles le reconnaissent, se sont souvent ralliées sur les problèmes coloniaux aux positions de nos maîtres communs. Pour cela, il faudrait d'abord que les masses européennes décident de se réveiller, secouent leurs cerveaux et cessent de jouer au jeu irresponsable de la Belle au bois dormant.